



AGENCIA NUEVA NICARAGUA
8 Rue des Capucines
75002 Paris France
Tel: 261 26 98 Telex: 215993



BULLETIN HEBDOMADAIRE

SOMMAIRE:

-
- I. MENACES SUR L'ACTE DE PAIX DE CONTADORA: LES ETATS UNIS COMPTENT SA PERTE.-
 - II. NICARAGUA: DES ORGANISATIONS EXTRA PARLEMENTAIRES SE PRONONCENT SUR LA FUTURE CONSTITUTION.-
 - III. NICARAGUA: LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT DANS LA REGION DE DE LA COTE ATLANTIQUE.-
 - IV. LE CONGRES AMERICAIN FACE A LA GUERRE DE REAGAN: REACOUPE DE BRUIT POUR RIEN.-

- ◆ I. MENACES SUR LL'ACTE DE PAIX DE CONTADORA: LES ETATS UNIS CONSPIRENT SA PARTE.-

PAR ESTELLA CALLONI.-

MANAGUA, OCTOBRE (ANN).- ALORS QUE SON GROUPE TECHNIQUE A COMMENCE A SE REUNIR AVEC LES PLENIPOTENTIAIRES DES ETATS CENTRE-AMERICAINS, LE GROUPE DE CONTADORA AURA A FAIRE FACE A DE NOUVELLES ET FORTES PRESSIONS PUISQUE LES ETATS-UNIS VIENNENT DE DETERMINER A NOUVEAU UNE LIGNE REJETANT L'ACTE DE PAIX DE CONTADORA.-

LE GOUVERNEMENT REAGAN A ACCORDE SA PREFERENCE A UN "ECHEC DE CONTADORA" PLUTOT QU'A UN "MAUVAIS ACCORD" QUI SERAIT NUISIBLE AU REGARD DES INTERETS AMERICAINS BIEN QUE SAUVANT L'AMERIQUE CENTRALE D'UNE GUERRE GENERALISEE ET C'EST CETTE OPTION QUI SERA CERTAINEMENT MISE EN OEUVRE.-

L'ADMINISTRATION REAGAN TOUT A LA FOIS ABSENTE DES NEGOCIATIONS DE CONTADORA ET PRESENTE PAR L'INTERMEDIAIRE DE SES ALLIES CENTRE-AMERICAINS, A FAIT SAVOIR PAR LA VOIX DE SON SECRETAIRE D'ETAT GEORGE SHULTZ QUE DE "NOUVEAUX AMENDEMENTS" A L'ACTE DE PAIX ETAIENT NECESSAIRES.-

A L'OCCASION DE LA SESSION DE LA QUARANTIEME ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES, L'ON A PU CONSTATER UNE NOUVELLE FOIS QUE L'ADMINISTRATION EXTERIEURES DU HONDURAS, DU COSTA RICA, DU SALVADOR ET DU GUATEMALA MEME SI CE DERNIER PAYS A CHOISI UNE POSITION A L'EVIDENCE PLUS MODERE.-

ANN HEBDOMADAIRE EST UNE PUBLICATION DE L'AGENCIA NUEVA NICARAGUA (ANN) DONT LE SIEGE CENTRAL SE TROUVE A MANAGUA.

ANN - APARTADO POSTAL 435 - TELEPHONE 23278 - TELEX 1081

4°P. 11481

IL S'AGIT DONC D'UN RETOUR A LA SITUATION DU DEUXIEME SEMESTRE 1984. A CETTE EPOQUE, LES GOUVERNEMENTS CENTRE-AMERICAINS AUXQUELS AVAIT ETE SOUMIS DEPUIS LE MOIS DE JUIN L'ACTE POUR LA PAIX ET LA COOPERATION EN AMERIQUE CENTRALE EN AVAIENT APPROUVE LES PRINCIPES LE 7 SEPTEMBRE ET SA SIGNATURE AVAIT ETE FIXEE AU MOIS D'OCTOBRE DE LA MEME ANNEE PUISQUE'ON N'ATTENDAIT PLUS QUE SA SOUMISSION AUX GOUVERNEMENTS.-

OR EN OCTOBRE 1984, LE SECRETAIRE D'ETAT AMERICAIN GEORGE SHULTZ AVERTISSAIT DE MANIERE IMPROMPTUE QUE LES ETATS UNIS ''ETAIENT EN DESACCORD'' AVEC LES MECANISMES DE VERIFICATION ET DE CONTROLE STIUPLES PAR L'ACTE ET QU'ILS FONDAIENT LEUR POSITION SUR LA ''MEFIANCE'' QU'INSPIRAIT LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN.-

C'EST APRES QUE L'ADMINISTRATION REAGAN EUT APPRIS QUE LE NICARAGU

A
VENAIT DE DECIDER DE SIGNER IMMEDIATEMENT L'ACTE DE PAIX QUE SHULTZ FIT CETTE DECLARATION, L'ATTITUDE DE MANAGUA AYANT ''DESARCONNE'' LA POLITIQUE AMERICAINE ET AMENE LE SECRETARIAT D'ETAT DES ETATS UNIS A RECONNAITRE OUVERTEMENT QUE LES ETATS UNIS S'INGERAIENT DANS CETTE AFFAIRE.-

LE ''WASHINGTON POST'' A ALORS PUBLIE UN DOCUMENT SECRET DU CONSEIL DE SECURITE QUI RECONNAISSAIT QUE LE PROCESSUS DE PAIX AVAIT PU ETRE ''EFFICACEMENT BLOQUE'' GRACE AUX PRESSIONS EXERCEES SUR LE COSTA RICA, LE HONDURAS ET LE SALVADOR.-

L'ADMINISTRATION REAGAN ALLAIT JUSQU'A S'Y PLAINDRE DE NE PAS AVOIR EXERCE DE ''PRESSIONS SUFFISANTES'' SUR LE GUATEMALA, ETAT QUI S'ETAIT ''ECARTE'' DU MINI BLOC SALVADOR-HONDURAS-COSTA RICA.-

AUJOURD'HUI, LES ETATS UNIS ANNONCENT QUE DE ''NOUVEAUX AJUSTEMENTS SONT NECESSAIRES'' ALORS QUE LA REUNION DU GROUPE DE CONTADORA DES 12 ET 13 SEPTEMBRE DERNIERS A APPROUVE DANS LEURS PRINCIPES 97 POINTS DE L'ACTE DE PAIX ET QU'IL N'EN RESTE PLUS QUE TROIS A NEGOCIER (CONTROLE ET REDUCTION DES ARMEMENTS, MECANISMES DE VERIFICATION ET SUIVI DES QUESTIONS DE SECURITE ET DE POLITIQUE, MANOEUVRES MILITAIRES). L'ON EST DONC BIEN REVENU A LA SITUATION D'OCTOBRE 1984.-

A CETTE EPOQUE, LE HONDURAS, LE COSTA RICA ET LE SALVADOR, CONFORMEMENT AUX ORIENTATIONS AMERICAINES, AVAIENT TENTE D'ERIGER EN ALTERNATIVE ''PARALLELE'' A L'ACTE DE PAIX DE CONTADORA, LE ''DOCUMENT DE TEGUCIGALPA'' QU'ILS AVAIENT ELABORE. S'IL EST VRAI QUE CET OBJECTIF N' AVAIT PU ETRE CONCRETISE ET QUE SEULS QUELQUES POINTS DE L'ACTE FURENT NEGOCIES ''EN FONCTION D'UN EQUILIBRE NECESSAIRE'' COMME L'ONT DIT LES MINISTRES DE CONTADORA, IL EST AUSSI CERTAIN QUE LA SIGNATURE DU DOCUMENT DE CONTADORA A ETE RETARDEE PENDANT TOUTE UNE ANNEE.-

ACTUELLEMENT LA SITUATION EST ARRIVEE A UN POINT CRITIQUE ET IL PARAIT FORT DIFFICILE QUE LES ETATS UNIS PUISSENT ETRE DISPOSES A RESPECTER LES POINTS DE L'ACTE DE PAIX QUI ONT DEJA ETE ACCEPTES ET QUI STIPULENT, ENTRE AUTRES MESURES DIMINUANT L'INGERENCE DES ETATS-UNIS DANS LA REGION, LA SUPPRESSION DE LEURS BASES (SANS EXCEPTER LE COMPLEXE MILITAIRE HONDURIEN), LE RETRAIT DE LEURS CONSEILLERS MILITAIRES ET LA FIN DE LEURS MANOEUVRES MILITAIRES EN AMERIQUE CENTRALE.-

CE QUE PERSONNE N'A PEUT ETRE PAS ENCORE DI PUBLIQUEMENT, C'EST QUE L'ACTE DE CONTADORA S'OPPOSE OUVERTEMENT AU ''DOCUMENT DE SANTA FE'' ELABORE PAR L'ORGANISATION DE DORITE FONDATION HERITAGE OU SONT EXPOSES LES PRINCIPES, DE LA POLITIQUE CENTRE-AMERICAINE DE L'ADMINISTRATION REAGAN. IL SEMBLE DIFFICILE QUE LE DOCUMENT DE CONTADORA PUISSE AVOIR QUELQUES CHANCES DE SUCCES AUPRES D'UN GOUVERNEMENT AMERICAIN QUI REJETTE AUJOURD'HUI LA JURIDICTION DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE DE LA HAYE ET QUI VIOLE OUVERTEMENT LE DORIT INTERNATIONAL.-

- LA MANOEUVRE ACTUELLE.-

APRES AVOIR RENCONTRE LES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES DU HONDURAS, DU SALVADOR, DU COSTA RICA ET DU GUATEMALA, LE SECRETAIRE D'ETAT SHULTZ A LANCE LA BALLE EN AFFIRMANT QUE L'ACTE DE CONTADORA DEVAIT ETRE ''AJUSTE''.-

AUSSITOT, LES MEMES TERMES ONT ETE REPRIS PAR LA MINISTRE HONDURIEN DES RELATIONS EXTERIEURES, EDGARDO PAZ BARNICA, QUI A ANNONCE QUE SON GOUVERNEMENT N'ACCEPTERAIT L'ACTE DE CONTADORA QUE SI "DES AJUSTEMENTS ETAIENT FAITS" LORS DE LA REUNION QUE S'EST OUVERTE LE 7 OCTOBRE A PANAMA.-

DE SON COTE, LE MINISTRE COSTARICAIN DES RELATION EXTERIEURES, CARLOS GUTIERREZ, A AVERTI QUE SI LE NICARAGUA N'ACCEPTAIT PAS DE "DIALOGUER" AVEC LES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES, CELA CONSTITUERAIT UNE "VIOLATION DU DOCUMENT DE PAIX". IL A PRETENDU QUE "LA COMMISSION DE CONTROLE ET DE VERIFICATION DE LA ACTE, QUE CINQ ETATS D'AMERIQUE LATINE COMPOSERAIENT VOLONTAIREMENT, "DEVRA DENONCER LE FAIT QUE LES SANDINISTES VIOLENT LE TRAITE S'ILS REFUSENT DE DIALOGUER AVEC L'OPPOSITION ARMEE EN VUE D'UNE RECONCILIATION".-

LE VICE-PRESIDENT DU SALVADOR ET MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES, RODOLFO CASTILLO A FAIT CHORUS EN PARLANT DE LA NECESSITE D'UNE "RECONCILIATION" AU NICARAGUA ALORS QU'IL SE REFUSAIT A TOUT COMMENTAIRE SUR LA SITUATION SALVADORIENNE QUI, PAR CONTRE, EST BIEN DEFINIE EN TERMES POLITIQUES ET MILITAIRES COMME ETANT DE GUERRE CIVILE ET OU LE DIALOGUE ENTRE LES PARTIES EN CONFLIT EST EMPECHE PAR LES ETATS UNIS.-

LA NECESSITE DE PERFECTIONNER CERTAINS POINTS CONCERNANT LA SIMULTANETE DES ACCORDS" QUE CES TROIS ETATS CENTRE-AMERICAINS EVOQUENT S'AJOUTE D'ORES ET DEJA A LA LIGNE QUI SERA IMPOSEE AU COURS DE LA REUNION D'OCTOBRE.-

IL S'AGIRA DE CONCENTRER LES DISCUSSIONS SUR LA "RECONCILIATION NATIONALE" QU'ON TENTERA D'IMPOSER PAR LA PRESSION AU NICARAGUA, AU LIEU DE DEBATTRE DU PROBLEME REEL QUE POSENT LES TROIS POINTS A L'ORDRE DU JOUR ET QUI TOUCHENT ESSENTIELLEMENT A L'INGERENCE POLITIQUE ET MILITAIRE DES ETATS UNIS DANS LA REGION.-

LE NICARAGUA AFFIRME, COMME L'ON SAIT, EN SE FONDANT SUR DES PREUVES CONCRETES, QU'IL SUBIT UNE AGRESSION MILITAIRE FINANCEE, DIRIGEE ET CONSEILLEE PAR LES ETATS UNIS ET QUE CES DERNIERS UTILISENT OUVERTEMENT ET PUBLIQUEMENT, POUR CE FAIRE, UNE ARMEE MERCENAIRE BASEE AU HONDURAS ET AU COSTA RICA VOISINS.-

DU POINT DE VUE JURIDIQUE, C'EST VIOLER LE DROIT A L'AUTODETERMINATION ET A LA SOUVERAINETE DU PEUPLE NICARAGUAYEN QUE D'EXIGER DE LUI UN DIALOGUE AVEC DES FORCES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES QUI AGISSENT POUR LE PENTAGONE COMME UNITES CONTRE-INSURRECTIONNELLES DE GUERRE ECLAIR.-

CETTE EXIGENCE MASQUE UN "PIEGE" AMERICAIN DESTINE A PERMETTRE AUX ETATS -UNIS DE FUIR LEUR RESPONSABILITE EN TANT QU'AGRESSUR EN REDUISANT L'INTERVENTION MILITAIRE EXISTANTE AU NICARAGUA A UNE "GUERRE CIVILES".-

LORSQUE GEORGE SHULTZ AFFIRME COMME DANS SES DERNIERES DECLARATIONS, QU'IL N'Y AURA PAS DE PAIX EN AMERIQUE CENTRALE "IL N'Y A PAS, AU NICARAGUA, DE RECONCILIATION"., IL EXPRIME LA DECISION

DES ETATS-UNIS D'EMPECHER EN TERMES REELS UN ACCORD DE PAIX AFFECTANT SES INTERETS EN AMERIQUE CENTRALE, MEME SI CELA DEVAIT TRANCHER ENTRE LA GUERRE ET LA PAIX.-

CE N'EST PAS UNE GUERRE CIVILE MAIS UNE AGRESSION MILITAIRE EXTERIEURE QUI A COUTE AU NICARAGUA PLUS D' UN MILLIARD DE DOLLARS DE DOMMAGES MATERIELS ET CAUSE PLUS DE DOUZE MILLE VICTIMES.

ET C'EST L'ADMINISTRATION REAGAN-QUI A OUVERTEMENT DECLARE QU'ELLE N'AURAIT DE CESSER DE "RENVERSER LES SANDINISTES"-QUI EN PORTE LA RESPONSABILITE.-

- AVEC QUI DONC LE NICARAGUA DOIT-IL NEGOCIER, S'INTERROGENT LES OBSERVATEURS.-

LES TROIS ALLIES CENTRE-AMERICAINS DES ETATS UNIS ONT EN OUTRE DECIDE D'EXIGER L'INCORPORATION AU GROUPE D'APPUI DE CONTADORA, ACTUELLEMENT FORME PAR L'ARGENTINE, LE BRESIL, L'URUGUAY ET LE PEROU, DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE ET DE L'EQUATEUR.-

TOUT CECI TEND A RETARDER LE PROCESSUS. PENDANT CE TEMPS, LES ETATS UNIS GAGNENT DU TEMPS ET DEVELOPPENT ''MAINTENANT UNE ACTIVE CAMPAGNE POUR CONTENIR LES EFFORTS DE LA SOLIDARITE DE L'AMERIQUE LATINE QU'ILS SOIENT PARRAINES PAR LE GROUPE D'APPUI, CURA OU LES NICARAGUAYENS''. LA MAISON BLANCHE A MEME DEJA PENSE A REMPLACER L'ACTE DE PAIX DE CONTADORA ''PAR QUELQUE CHOSE DE NEUF QUI SERAIT SOUTENU AUX ETATS UNIS ET DANS LE MONDE''.-

DE PLUS, A L'HEURE DE LA REUNION DE CONTADORA, LES ''FRONTIERES CHAUDES'' SERONT EN FLAMMES. LES PERCENAIRES ETABLIS AU COSTA RICA ONT LANCE DEUX ATTAQUES CONTRE LE NICARAGUA A LA VEILLE DE LA REUNION ET, A LA FRONTIERE NORD, DEUX MILLE CINQ CENT CONTRE-REVOLUTIONNAIRES MENACENT D'ENVAHIR LE PAYS. L'ARMEE HONDURIENNE SE TROUVE AU MEME ENDROIT QUE CES CONTRAS. SI CES DERNIERS ATTAQUENT, LE NICARAGUA DEVRA SE DEFENDRE ET IL SERAIT FACILE, DANS UNE TELLE SITUATION, DE PROVOQUER UN INCIDENT. LA PAIX EST AUJOURD'HUI, SANS NUL DOUTE, PLUS MENACEE QUE JAMAIS.-

◆ II. NICARAGUA: DESORGANISATIONS EXTRA-PARLEMENTAIRES SE PRONONCENT SUR LA FUTURE CONSTITUTION.-

MANAGUA, OCTOBRE (ANN).- L'ABOLITION DE L'ARMEE QUI SERAIT REMPLACEE PAR UNE POLICE RURALE ET URBAINE, L'ELABORATION D'UNE CONSTITUTION SOCIALISTE ET L'INSTITUTIONNALISATION DES POUVOIRS DE L'ETAT REVOLUTIONNAIRE SONT QUELQUES-UNE DES PROPOSITIONS PRESENTEES A LA COMMISSION CONSTITUTIONNELLE DU PARLEMENT PAR LES ORGANISATIONS EXTRA-PARLEMENTAIRES.-

LA SEMAINE DERNIERE, DEUX PARTIS POLITIQUES QUI NE SIEGENT PAS AU PARLEMENT ET TROIS ORGANISATIONS QUI ONT DEMANDE A EXPOSER LEURS POINTS DE VUE SUR LA FUTURE CONSTITUTION POLITIQUE DU NICARAGUA SE SONT PRESENTEES DEVANT LA COMMISSION SPECIALE SUR LA CONSTITUTION DU PARLEMENT.-

LE 2 OCTOBRE, LE PARTI UNIONISTE CENTRE-AMERICAIN (PUCA) A DEMANDE L'ABOLITION DE L'ARMEE, CE MEM JOUR, LE PARTI REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS (PRT) A PROPOSE QUE LA CONSTITUTION DEFINISSE UNE ECONOMIE ADMINISTREE DIRECTEMENT PAR LES TRAVAILLEURS ET L'INSTAURATION D'UN GOUVERNEMENT DES OUVRIERS EN VUE DU SOCIALISME.-

CE PARTI SOUTIEN QUE LE SYSTEME DE DEFENSE DE LA REVOLUTION DOIT ETRE CONSTITUE PAR LE DEVELOPPEMENT DES MILICES OUVRIERES ET PAYSANNES DONT LE RECRUTEMENT DEVRAIT SE FAIRE A TRAVERS LE SERVICE MILITAIRE PATRIOTIQUE (SMP).-

LE PRT ET LE PUCA N'ONT PAS PARTICIPE AUX ELECTIONS DU MOIS DE NOVEMBRE DERNIER CAR LA PERIODE D'INSCRIPTION DES CANDIDATS S'ETAIT ECHEVEE AVANT QU'ILS N'AIENT ETE JURIDIQUEMENT RECONNUS.-

LES PARTIS DE DROITE COMPOSANT LA ''COORDINATION DEMOCRATIQUE NICARAGUAYENNE'' (CD), SOIT LE PARTI SOCIAL-CHRETIEN (PSC), LE PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (PSD) ET LE PARTI LIBERAL CONSTITUTIONNALISTE (PLC) D'ONT SOUMIS AUCUNE PROPOSITION SUR LA CONSTITUTION.-

POUR SA PART, LA CENTRALE SANDINISTE DES TRAVAILLEURS (CST) A DEMANDE QUE LA CONSTITUTION PREVOIT LA PROMULGATION D'UNE NOUVELLE LEGISLATION SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL ET L'ETABLISSEMENT D'UNE ECONOMIE BASEE SUR LA PROPRIETE SOCIALE DES MOYENS DE PRODUCTION.-

LA CST A DE PLUS A PRECISE QUE ''NOUS LES TRAVAILLERUS, SOMMES UNE SEULE CLASSE SOCIALE AVEC DES INTERETS COMMUNS A DEFENDRE FACE A UN ENNEMI COMMUN. CECI EXIGE QUE NOUS REGROUPIONS NOS FORCES EN UN SEUL ORGANE D'ACTION DE CLASSE C'EST-A-DIRE UNE SEULE CENTRALE SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE''.-

POUR L' ASSOCIATION NATIONALE DES EDUCATEURS DU NICARAGUA (ANDEN), L'EDUCATION DOIT SE FAIRE SELON LES CONCEPTIONS DE LA NOUVELLE SOCIETE EN DEVELOPPEMENT SANS OUBLIER LA PRIORISATION DE LA PROPRIETE SOCIALE, DU PLURALISME POLITIQUE ET DU NON-ALIGNEMENT INTERNATIONAL. ANDEN A AUSSI SOULIGNE LA NECESSITE DE LA SEPARATION DE L'EGLISE ET DE L'ETAT.-

L'UNION NATIONALE DES AGRICULTEURS ET ELEVEURS (UNAG) QUI COMPTE 24 MILLE MEMBRES A DEMANDE QUE LA FUTURE CONSTITUTION INSTITUTIONNALISE LE DROIT DE TRAVAILLER LA TERRE SOUS LE REGIME DE LA REFORME AGRAIRE.-

L'UNAG APPUIE COMME PRINCIPES FONDAMENTAUX LA DEMOCRATIE, LA SOUVERAINETE DE LA PATRIE ET LA DEFENSE DES INTERETS POPULAIRES A TRAVERS LE PLURALISME POLITIQUE, L'ECONOMIE MIXTE ET UNE POLITIQUE EXTERIEURE DE NON ALIGNEMENT.-

LES AUDIENCES DEVANT LA COMMISSION CONSTITUTIONNELLE SE POURSUIVONT AVEC LA PARTICIPATION DE DIVERSES ORGANISATIONS SOCIALES, COOPERATIVES ET UNE ORGANISATION RELIGIEUSE, LE COMITE EVANGELIQUE POUR L'AIDE AU DEVELOPPEMENT (CEPAD).-

A LA PREMIERE PHASE DE LA CONSULTATION CONSTITUTIONNELLE ONT PARTICIPE LES PARTIS REPRESENTES AU PARLEMENT COMME LE PARTI CONSERVATEUR DEMOCRATE (PCD), LE PARTI LIBERAL INDEPENDANT (PLI), LE PARTI POPULAIRE SOCIAL-CHRETIEN (PPSC), LE PARTI SOCIALISTE (PSN), LE PARTI COMMUNISTE (PC DE N), LE MOUVEMENT D'ACTION POPULAIRE (MAP-ML) ET LE FRONT SANDINISTE (FSLN).-

UNE FOIS TERMINEE CETTE CONSULTATION, LA COMMISSION CONSTITUTIONNELLE DU PARLEMENT NICARAGUAYEN REDIGERA UN PROJET DE CONSTITUTION QUI SERA SOUMIS A LA POPULATION LORS D'ASSEMBLEE PUBLIQUES QUI SE TIENDRONT EN JANVIER ET EN FEVRIER DE L'ANNEE PROCHAINE. PLUS TARD CE PROJET DE CONSTITUTION SERA DEBATTU PAR L'ASSEMBLEE NATIONALE CONSTITUTIONNELLE POUR SON ADOPTION.-

◆ III.- LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT DANS LA REGION DE LA COTE ATLANTIQUE.-

PAR EDELMA CRUZ.

MANAGUA, OCTOBRE (ANN).- DEBUT OCTOBRE, ALORS QUE LES MINORITES ETHNIQUES DE LA COTE ATLANTIQUE EXPRIMAIENT LEURS POINTS DE VUE AU COURS DE LA CONSULTATION POPULAIRE SUR L'AUTONOMIE REGIONALE, L'ASSOCIATION INDIENNE "MISATAN" (ORGANISATION DES MISKITOS DU NICARAGUA) ETONNAIT EN PUBLIANT UN DOCUMENT QUI PROPOSE UNE NOUVELLE VARIABLE POUR RESOUDRE LA SITUATION DE CETTE REGION.-

"RADICAL" POUR BEAUCOUP DE COMMENTATEURS, CE DOCUMENT PRESENT AU FRONT SANDINISTE (FSLN) DIVERSES REVENDICATIONS DONT LA RECONNAISSANCE ET LA LEGALISATION DES ORGANISATIONS "MISURA" ET "MISURASATA", INSURGEES DEPUIS 1982, LA LIBERATION DES INDIENS NICARAGUAYENS.- ET HONDURIENS INCARCERES AU NICARAGUA ET L'AUTORISATION DU RETOUR DES LEADERS DES DEUX ORGANISATIONS PRECEDENTES.-

IL APPELLE LE GOUVERNEMENT NICARAGUAYEN A REPENDRE A CES DEMANDES A L'OCCASION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 18 OCTOBRE OU LES INDIENS DEBATTONT DES DIVERSES PROPOSITIONS PRESENTEES AUX AUTORITES SANDINISTES.-

"MISATAN" AFFIRME QUE SES REVENDICATIONS REPENDENT A LA SITUATION QUE TRAVERSENT ACTUELLEMENT LE PEUPLE INDIEN ET LES AUTRES COMMUNAUTES DE LA COTE ATLANTIQUE ET QUE CEUX-CI PENSENT QUE DANS LE PROCESSUS D'AUTONOMIE EN COURS QUI "EN DERNIERE INSTANCE, CONSTITUE, LE FACTEUR ESSENTIEL POUR ABOUTIR A LA PAIX", IL EST URGENT D'APPROFONDIR LA REFLEXION SUR LE RESPECT DE LEURS DROITS ET REVENDICATIONS HISTORIQUES.-

L'ORGANISATION INDIENNE DEMANDE L'UNITE DE TOUS LES MOUVEMENTS INDIGENES, ESTIMANT QU'ELLE CONSTITUE UN FACTEUR ESSENTIEL DE LA PAIX ET DE L'UNITE NATIONALE.-

"MISATAN", SEULE ORGANISATION INDIENNE A LAQUELLE LE GOUVERNEMENT SANDINISTE AIT ACCORDE UN STATUT LEGAL, A PRESENTE CES REVENDICATIONS AU MOMENT OU LES AUTORITES MILITAIRES DE LA COTE ATLANTIQUE ONT ENGAGE UNE DEUXIEME SERIE DE CONVERSATIONS AVEC LES CHEFS MILITAIRES DE "MISURA" ET DE "MISURASATA".-

C'EST LE MOIS DERNIER, AINSI QU'ON A PU L'APPRENDRE, QUE LES CONVERSATIONS ENTRE LES DEUX PARTIES SE SONT APPROFONDIS. ELLES AURAIENT PERMIS D'ABORDER LE DIALOGUE POUR LA PAIX QUI PERMETTRA DE CREUSER LA QUESTION DE L'AUTONOMIE DE LA COTE ATLANTIQUE NICARAGUAYENNE.-

(SIGUE)

AU COURS DE CES CONVERSATIONS, IL A ETE CLAIREMENT DIT QUE LES PRINCIPES DE LA REVOLUTION SANDINISTE NE SERAIENT PAS MIS EN CAUSE PAR LES NEGOCIATIONS ET QUE LES AUTORITES NICARAGUAYENNES CHERCHENT A OBTENIR UNE DETENTE COMPLETE DE LA SITUATION DE LA COTE ATLANTIQUE POUR QUE LA PARTIE ADVERSE PUISSE PARTICIPER DE MANIERE DEMOCRATIQUE AU PROCESSUS D'AUTONOMIE.-

LA DERNIERE NEE DES ORGANISATIONS INDIGENES, ''KISAN'', QUI EN SEPTEMBRE DERNIER S'EST PROCLAMEE AU HONDURAS UNIQUE REPRESENTANTE DES PEUPLES INDIGENES NICARAGUAYENS POURRAIT SE JOINDRE AUX NEGOCIATIONS AUX COTES DES DEUX AUTRES ORGANISATIONS. A CE PROPOS, L'UN DES RESPONSABLES REGIONAUX DE L'ARMEE POPULAIRE SANDINISTE, LE COMMANDANT EN SECOND JOSE GONZALEZ, QUI A ENGAGE LES CONVERSATIONS AVEC LES INDIENS REBELLES ET SIGNE AVEC EUX DES CONVENTIONS DE PAIX A DECLARE DERNIEREMENT: ''PEU NOUS IMPORTE QUE CE SOIT ''MISURASATA'', SSMISURA'' OU ''KISAN''. CE QUI NOUS INTERESE, C'EST QUE CES ORGANISATIONS PARTICIPENT AU PROCESSUS POUR LA PAIX ET L'AUTONOMIE ET QU'ELLES RESPECTENT LA REVOLUTION SANDINISTE''.-

CE MEME RESPONSABLE DU MINISTERE DE L'INTERIEUR A SOULIGNE QUE LE GOUVERNEMENT SANDINISTE A MANIFESTE A NOUVEAU SA VOLONTE DE PAIX POUR LA COTE ATLANTIQUE ET QUE LA PAIX COMPREND ENTRE AUTRES CHOSES L'UNITE DU PEUPLE INDIEN.-

PEUPLEE POUR L'ESSENTIEL D'INDIENS MISKITOS ET SUMOS ET DE METIS, LA REGION CONNAIT PENDANT CE TEMPS UN CESSEZ-LE-FEU VIRTUEL QUE LES CHEFS DES ORGANISATIONS ''MISURA'' ET ''MISURASTA'' SERAIENT DISPOSES A MAINTENIR AUX DIRES DE CERTAINS DE LEURS MEMBRES.-

LA POSSIBILITE DE VOIR SE REALISER L'UNITE DES ORGANISATIONS INDIENNES SUR LE SOL NICARAGUAYEN S'EST RENFORCEE DERNIEREMENT. EN EFFET, DES PORTE-PAROLE DE ''MISURASATA'' AU COSTA RICA ONT DECLARE QUE LEUR ORGANISATION DEMANDAIT LA REPRISE DU DIALOGUE QUE BROOKLIN RIVERA AVAIT ROMPU DE MANIERE UNILATERALE AU COURS DE LA QUATRIEME RENCONTRE AVEC LES AUTORITES SANDINISTES, EN COLOMBIE.-

UN PORTE-PAROLE DE ''MISURASATA'' A INDIQUE QUE SON LEADER, BROOKLIN RIVERA, S'ETAIT RENDU IL Y A PEU DE TEMPS A BOGOTA OU IL AVAIT ABORDE AU COURS D'UN ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT COLOMBIEN BELISARIO BETANCUR UNE POSSIBLE REPRISE DU DIALOGUE AVEC MANAGUA.-

MARCOS HOPPINGTON, LE PORTE-PAROLE DE ''MISURASATA'', A INDIQUE QUE LES AUTORITES SANDINISTES SERAIENT INFORMEES EN TEMPS OPPORTUN DU CONTENU DE L'ENTREVUE DE RIVERA AVEC LE PRESIDENT COLOMBIEN MAIS QUE ''C'EST LE PEUPLE QUI DECIDERA DE LA CREATION D'UNE NOUVELLE ORGANISATION REPRESENTANT LES INTERETS INDIGENES''.-

CEPENDANT, M. HOPPINGTON A ASSURE: ''NOUS SOMMES IMPLIQUES DANS LE PROCESSUS QUI CHERCHE A OBTENIR LA PAIX DANS LA REGION ATLANTIQUE NICARAGUAYENNE''. POUR SA PART, OSCAR HODGSON, MEMBRE DE ''MISATAN'' ET DE LA COORDINATION REGIONALE DES PEUPLES INDIGENES (CORPI) N'A PAS ECARTE L'EVENUALITE DE LA VENUE PROCHAINE DE M. BROOKLIN RIVERA AU NICARAGUA.-

HODGSON, UN DES LEADERS MISKITOS DE LA COTE, A PRECISE QUE LE PEUPLE INDIEN ESTIME QUE LA PAIX NE SERA PAS LE FRUIT DE CONVERSATIONS ENTRE LE GOUVERNEMENT SANDINISTE ET DES DIRIGEANTS DE ''MISURASATA'' OU D'UNE AUTRE ORGANISATION INDIENNE CAR CE SONT LES COMMUNAUTES INDIENNES ONT COMME QUI EXIGENCE LA PAIX POUR POUVOIR POURSUIVRE LE PROCESSUS D'AUTONOMIE. A SES YEUX, ''MISATAN'' EN PUBLIANT SON DOCUMENT, A LANCE UN ULTIMATUM AUX DIRIGEANTS INDIENS QUI, A L'ETRANGER, PRETENDENT ETRE LES PORTE-BANNIERES DES PEUPLES INDIENS.-

MME LA DEPUTE HAZEL LAW PARTAGE LA MEME OPINION. ELLE A ANTERIEUREMENT SOULIGNE A DIFFERENTES OCCASIONS QUE L'AUTONOMIE ET LES EFFORTS DEPLOYES EN FAVEUR DE LA PAIX POUR LA COTE ATLANTIQUE ETAIENT DES QUESTIONS DE PREMIERE IMPORTANCE POUR LES INDIENS NICARAGUAYENS, S'INSCRIVANT DANS LA LUTTE POUR REALISER U L'UNITE DE LA FAMILLE INDIENNE ET DU PEUPLE NICARAGUAYEN.-

◆ IV. LE CONGRES AMERICAIN FACE A LA GUERRE DE REAGAN: BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN.-
PAR STELLA AMPUERO.

WASHINGTON, OCTOBRE (ANN).- DETERMINEE A CONTINUER SA GUERRE CONTRE LE NICARAGUA, L'EQUIPE DE LA MAISON BLANCHE A FAIT CLAIREMENT SENTIR AU CONGRE QU'ELLE NE TOLERERAIT PAS D'ENQUETES SUR LES ACTIVITES DU ''NATIONAL SECURITY COUNCIL'' (NSC) (CONSEIL DE SECURITE NATIONALE) QUI SUPERVISE LES ACTIVITES DES ''CONTRAS''. REAGAN EST RESOLU A GAGNER LA PARTIE AVEC OU SANS LE SCEAU DE LA LOI.-

AU MOIS D'AOUT DERNIER, LORSQU'ONT ETE RENDUES PUBLIQUES DANS LA PRESSE LES PREMIERES INFORMATIONS DOCUMENTEES AU SUJET DES RELATIONS ENTRE LE NSC ET LES FORCES DEMOCRATIQUES NICARAGUAYENNES (FDN), CONTRE-REVOLUTIONNAIRES, CERTAINS DIRIGEANTS DU CONGRES ONT RAPIDEMENT ELEVE LA VOIX POUR DENONCER LE FAIT QUE LE NSC POURRAIT ETRE IMPLIQUE DANS UNE VIOLATION FLAGRANTE DE LA LOI.-

MALGRE LES PRESSIONS EXERCEES PAR LA MAISON BLANCHE POUR EMPECHER QUE SOIT REVELE LE NOM DU FONCTIONNAIRE IMPLIQUE, ON A VITE SU QU'IL S'AGISSAIT DU COLONEL OLIVER NORTH. NORTH AVAIT ETE EN CONTACT PERMANENT AVEC LES ''CONTRAS'' ET DISPOSAIT D'UN AVION DES FORCES ARMEES POUR REALISER SA MISSION ET S'ASSURER QUE LES CONTRAS CONTINUAIENT DE RECEVOIR L'AIDE AMERICAINE MALGRE L'INTERDICTION EXPRESSE DU CONGRES.-

--PREUVES ACCABLANTES DE L'ILLEGALITE--

ALORS QUE DE TELLES REVELATIONS PARAISSENT A LA UNE DES JOURNAUX, LE PRESIDENT DU COMITE SUR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS, LEE HAMILTON (DEMOCRATE DE L'INDIANA) ASSURAIT: ''IL ME SEMBLE QUE LE NSC EST IMPLIQUE DANS DES ACTIVITES DE RENSEIGNEMENTS ET JE NE VOIS PAS COMMENT IL POURRAIT ECHAPPER A L'AMENDEMENT BOLAND''.-

L'AMENDEMENT BOLAND (DU NOM DE CELUI QUI L'A PRESENTE) INTERDIT POUR L'ANNEE FISCALE 1985, (QUI 'EST TERMINEE LE 30 SEPTEMBRE), QUE L'AGENCE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS (CIA), DU DEPARTEMENT DE LA DEFENSE OU TOUTE AUTRE AGENCE OU ENTITE DES ETATS-UNIS IMPLIQUEES DANS DES ACTIVITES D'ESPIONNAGE UTILISENT LEURS FONDS DANS LE BUT D'APPUYER DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DES OPERATIONS MILITAIRES OU PARA-MILITAIRES EXECUTEES AU NICARAGUA PAR L'INTERMEDIAIRE DE QUELQUE NATION, GROUPE, ORGANISATION, MOUVEMENT OU INDIVIDU QUE CE SOIT OU QUE DES SOMMES SOIENT DEPENSEES QUI ENTRAINERAIENT CES MEMES EFFETS.-

LA DUREE DE L'AMENDEMENT BOLAND AINSI QUE DU BUDGET FEDERAL ONT ETE PROROGES AU 15 NOVEMBRE PAR UNE ''RESOLUTION CONTINUE'' JUSQU'A CE QUE LE CONGRES PRENNE UNE DECISION FINALE POUR L'ANNEE FISCALE QUI VIENT DE DEBUTER.-

LE PRESIDENT DU SOUS-COMITE DES AFFAIRES EXTERIEURES DE LA CHAMBRE, MICHAEL BARNES (DEMOCRATE DU MARYLAND) A AUSSI REAGI A L'ANNONCE DES ACTIVITES DU COLONEL NORTH EN DISANT QUE CECI ''FAIT SUSPECTER UNE POSSIBLE VIOLATION DE LA LETTRE OU DE L'ESPRIT DE LA LOI QUI INTERDIT L'APPUI AUX REBELLES NICARAGUAYENS''.-

MICHAEL BARNES A ASSURE QUE C'EST ''DEFORMER L'ESPRIT DE LA LOI'' QUE DE DIRE QUE L'INTERDICTION NE S'APPLIQUAIT PAS AU NSC, COMME L'A AFFIRME L'ADMINISTRATION. SELON BARNES: ''LE PRESIDENT REAGAN LUI-MEME, DANS SA FONCTION DE RESPONSABLE DES AGENCES DE RENSEIGNEMENTS, A DECRIT LE CONSEIL DE SECURITE NATIONALE COMME L'ENTITE GOUVERNEMENTALE CHARGEE D'ACTIVITES DE RENSEIGNEMENTS DE PLUS HAUT NIVEAU.-

EN SEPTEMBRE, LORSQUE LE CONGRES EST RENTRE DE VACANCES, IL A TENU AUDIENCE POUR ENQUETER SUR LE SCANDALE DU NSC, L'ADMINISTRATION A ALORS OUVERTEMENT RECONNU LES FAITS MAIS A EN NIE QU'IL S'AGISSAIT D'UNE VIOLATION DE LA LOI.-

CEPENDANT LES TENANTS DE LA LEGALITE DE L'ATTITUDE DE L'ADMINISTRATION SE SONT LIMITEES A DES DECLARATIONS. LE REPRESENTANT BARNES N'A JAMAIS RECU LE DOCUMENTS REALATIFS AUX ACTIVITES DU COLONEL NORTH QU'IL AVAIT DEMANDES A LA MAISON BLANCHE. "LE PRIVILEGE DE L'EXECUTIF" QUI PERMET AU PRESIDENT DE NE PAS REVELER UNE INFORMATION CONSIDEREE "SECRETE" A SERVI D'EXCUSE A CETTE OMISSION.-

LE CONGRESSISTE HAMILTON N'A PAS NON PLUS PU CONVOQUER A CE SUJET UNE AUDIENCE FORMELLE DU COMITE SUR LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS CAR L'ADMINISTRATION AURAIT UTILISE INEVITABLEMENT SON "PRIVILEGE EXECUTIF" SUR LES TEMOINS FONCTIONNAIRES DE L'ETAT. D'AUTRE PART, CE COMITE EST PROFONDEMENT DIVISE AU SUJET DE L'AMERIQUE CENTRALE.-

TOUT CE QUE LE CONGRESSISTE HAMILTON A PU OBTENIR DE L'ADMINISTRATION A ETE UNE REUNION PRIVEE ET INFORMELLE AVEC LE CONSEILLER DE SECURITE NATIONALE DE REAGAN, ROBERT MCFARLANE. CE FONCTIONNAIRE S'EST LIMITE A REPETER LES ARGUMENTS DEJA PRESENTES DANS UNE LETTRE AFFIRMANT QUE LA LOI N'AVAIT PAS ETE VIOLEE.-

CONFRONTES A DES OBSTACLES POLITIQUES ET LEGAUX, HAMILTON ET BARNES ONT ETE RAPIDEMENT DEPASSES PAR LA DETERMINATION DE LA MAISON BLANCHE. HAMILTON LUI-MEME, FRUSTRE ET RESIGNE, A FINI PAR DECLARE QU'IL S'AGGISSAIT "DU TEMOIGNAGE D'UN CONSEILLER DU PRESIDENT CONTRE LES REVELATIONS DE LA PRESSE BASEES SUR DES SOURCES ANONYMES. C'ETAIT UN PROCES AVEC UN SEUL TEMOIN".-

CERTAINS EXPERTS DU CONGRES AFFIRMENT QUE LA SURVEILLANCE DES ACTIVITES D'ESPIONNAGE NE FONCTIONNE PAS REELLEMENT, BIEN QUE M. HAMILTON ASSURE LE CONTRAIRE. ILS AJOUTENT CEPENDANT QUE "LE NICARAGUA EST UN CAS EXCEPTIONNEL" PARCE QUE LE CONGRES EST DIVISE SUR LE NOMBRE DE PRESSIONS A EXERCER SUR LA MAISON BLANCHE.-

--'... POUR RIEN'--

EN 1980, L'ADMINISTRATION CARTER ET LE CONGRES ONT DECIDE QUE LE POUVOIR EXECUTIF DEVRAIT "INFORMER COMPLETEMENT" LE CONGRES AU SUJET DES ACTIVITES DE RENSEIGNEMENTS.-

CEPENDANT DE PUIS QUE LE PRESIDENT REAGAN A SIGNE EN 1981 UNE AUTORISATION PERMETTANT A LA CIA DE CONSEILLER LES "CONTRAS" AU NICARAGUA, LA VOLANTE ET LA CAPACITE DU CONGRES DE FAIRE VALOIR SON AUTORITE ONT ETE SERIEUSEMENT DEFIEES.-

DEPUIS LORS, DES RAPPORTS TRES BIEN DOCUMENTES DE LA PRESSE SUR LES ACTIVITES DE LA CIA AU NICARAGUA SE SONT SUCCEDES: LE MINAGE DES PORTS, LA PRODUCTION D'UN MANUAL TERRORISTE ET D'INNOMBRABLES ACTIVITES ILLEGALES QUI N'ONT TOUT SIMPLEMENT PAS ETE DECLAREES AU CONGRES.-

LES SEULES CONSEQUENCES VISIBLES A PART LES SCANDALES, ONT ETE QUELQUES MESURES VAGUEMENT "DISCIPLINAIRES" PRISES A L'ENCONTRE DE FONCTIONNAIRES DE SECONDE CATEGORIE DE L'AGENCE ET L'AMENDEMENT ROLAND.-

LES ENQUETES DU CONGRES SUR LES VIOLATIONS DE LA LOI COMMISES PAR LE NSC SE SONT FACILEMENT EVANOUIES FACE A LA DETERMINATION DE LA MAISON BLANCHE DE MENER A BIEN SES OPERATIONS.-

FACE AUX "PRIVILEGES" DE LA MAISON BLANCHE ET AUX "OUBLIS" DE LA CIA DE L'INFORMER COMME IL SE DEVAIT, LE CONGRES A MONTRE QU'IL N'AVAIT NI LA CAPACITE NI LA VOLANTE DE MODIFIER LES DECISIONS DE L'ADMINISTRATION EN CE QUI A TRAIT AU NICARAGUA. EN D'AUTRES MOTS, POUR LE MOMENT, LE CONGRES A APPRIS A FERMER LES YEUX AU SUJET DU NICARAGUA.-